

REPORT DU PROCÈS DE L'AFFAIRE DGSN-ABM POUR JANVIER 2012

La défense exige le rapport d'inspection

C'est pour la deuxième fois que le procès en appel de l'affaire opposant la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) à la société privée ABM, spécialisée dans la vente du matériel informatique est reporté. Le procès a été renvoyé au 19 janvier 2012, sur décision du président de la quatrième chambre criminelle près la cour d'Alger. Une décision prise après le retrait des avocats de la défense.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La bataille des procédures constitue, désormais, la caractéristique particulière du procès de l'affaire opposant la DGSN à ABM.

Que ce soit en première instance ou en appel, les avocats de la défense persistent dans leur démarche à revendiquer le «fameux» rapport «élaboré par l'inspection de la Sûreté nationale», dans lequel il est mentionné que «la validité du marché conclu entre la DGSN et la société ABM pour l'acquisition d'onduleurs était conforme aux procédures mises en place par l'institution policière pour l'accomplissement de ce genre d'opération».

En effet, c'est autour de cette «problématique» que la défense a engagé un bras de fer avec le président de la quatrième chambre criminelle de la cour d'Alger, Tayeb Hellali. La bataille procédurale a duré plus de deux heures, durant laquelle chacune des parties a voulu faire «admettre» le bien-fondé de sa démarche. «Nous revendiquons ce rapport, d'autant qu'il existe. Encore mieux, il n'y a point de plainte dans ce dossier», dira l'avocat Bouchachi.

Lui emboîtant le pas, M^e Abdelmadjid Sellini s'est interrogé sur «les raisons qui empêchent la justice de verser ce document dans le dossier». «Le rapport a été cité par le juge d'instruction qui évoque la conformité des procédures dans l'octroi du marché pour le compte de la société ABM. Or, dans son ordonnance de renvoi, le juge d'instruction n'a point fait référence à cet important passage du rapport. Il s'est seulement contenté de mettre en évidence le lien de parenté entre M. Oultache

et Sator. Alors qu'on nous ramène ce fameux rapport ou son rédacteur et qu'on en finisse une bonne fois pour toutes avec cette affaire, sinon la défense va se retirer», a menacé le bâtonnier Sellini.

«Je n'ai peur de personne»

Face au refus du juge de donner suite à leurs doléances, les robes noires ont décidé de quitter la salle d'audience pour se concentrer sur la suite à donner à leurs démarches. A l'ouverture du procès, le juge Hellali a annoncé la couleur en déclarant à l'adresse de

la défense : «Nous sommes en procès et rien n'influera sur son déroulement». «Laissez-moi juger cette affaire dans le respect de la réglementation et des procédures judiciaires. Que chaque partie fasse son travail conformément à la législation en vigueur. Je n'ai peur de personne. M. Oultache, si vous êtes innocent, vous bénéficierez des textes de loi, et si vous êtes coupable, les mêmes dispositions vous seront appliquées. Laissez-moi faire mon travail», a déclaré le juge Hellali.

A leur retour à la salle d'audience, les robes noires ont engagé de nouveau des «pourparlers» avec le juge. Ce dernier, qui a expliqué qu'il se limiterait au contenu du dossier et aux pièces versées, n'a point changé d'avis. Dès lors, les avocats des prévenus ont annoncé leur décision. «Nous allons nous

retirer du procès», a lâché M^e Belarif, avocat de Oultache Chouaib.

Le juge Hellali prend acte de cette décision et s'adresse au principal accusé : «Monsieur Oultache, vos avocats ont décidé de se retirer du procès. Accepteriez-vous d'être jugé sans leur présence ?» «Je suis d'accord avec eux. Si le procès se tient sans leur présence, je serais sourd et muet», répond-il.

La même question posée aux autres prévenus, le juge Hellali a eu droit à la même réponse, d'où sa décision de renvoyer le procès au 19 janvier 2012. Pour rappel, prévu pour le 10 décembre dernier, le procès a été reporté sur décision du président de la troisième chambre criminelle près la cour d'Alger après la requête introduite par les avocats de la défense. Ces derniers avaient exigé la présence

de «quelques témoins» considérés comme des «éléments-clés» pour «faire toute la lumière sur cette affaire». En première instance, les mis en cause, au nombre de vingt-cinq, dont l'ex-chef de l'unité aérienne de la Direction générale de la Sûreté nationale, Oultache Chouaib, ont été lourdement condamnés pour les chefs d'inculpation de «conclusion de marchés douteux, et passation de marchés publics en violation de la législation» dans l'achat d'équipements informatiques auprès de la société privée ABM.

Les vingt-cinq inculpés, dont dix-neuf fonctionnaires de la police, ont été condamnés à des peines de prison par le tribunal de première instance de Sidi-M'hamed, allant de sept ans à deux années de prison ferme.

A. B.

SELON LES HUISSIERS DE JUSTICE

«L'administration n'exécute jamais les décisions de justice à l'amiable»

Les présidents des cours, les procureurs généraux et les huissiers de justice se sont réunis, jeudi, à Alger. A l'ordre du jour : comment coordonner leurs efforts pour faciliter le processus d'exécution des jugements ? Les huissiers de justice, qui se réjouissent du taux de 95% en matière d'exécution des décisions de justice, relèvent, cependant, les difficultés d'exécution avec l'administration.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Les huissiers de justice affirment qu'ils se heurtent souvent à des blocages lorsqu'il s'agit de faire exécuter une décision de justice. Les difficultés parviennent en premier lieu, relèvent-ils, de la part des administrations et des institutions financières. Ces dernières, déplorent les huissiers, «n'exécutent jamais à l'amiable».

Pour trouver des solutions, la Chambre régionale du centre des huissiers de justice a

réuni, jeudi à Alger, les différents acteurs judiciaires.

«Nous avons réuni les différents intervenants concernés par l'exécution des décisions de justice afin d'arriver à coordonner nos efforts dans le but de faire respecter l'exécution des décisions de justice», a indiqué le directeur de la Chambre nationale des huissiers de justice, pour qui les difficultés d'exécution «viennent de la mentalité des gens».

Le directeur régional de la Chambre des huissiers de justice, pour sa part, montre du doigt l'article 631 du code de procédure civile. «Les gens abusent souvent de cet article qui leur donne le droit à la défense d'exécution pour retarder les exécutions.»

Par ailleurs, le directeur des affaires civiles et du sceau de l'Etat, Mohamed Ali Ouassaleh, a souligné que les pouvoirs publics ont pris une panoplie de mesures dont des poursuites judiciaires contre tout responsable d'administration qui entraverait une exécution de décision de justice.

Le statut des huissiers de justice, souligne-t-il, attribue beaucoup de pouvoirs et de prérogatives aux concernés qui ont un statut d'officier public et leur garantit un travail dans de bonnes conditions. Cependant, dit-il, même si l'huissier est le moteur de l'opération de l'exécution, il ne peut pas être seul devant cette responsabilité qui est une obligation constitutionnelle. «Il faut définir le rôle de chaque intervenant», dit-il. Et d'enchaîner : «Nous avons atteint un chiffre record d'exécutions de 95% qui est lié à un environnement favorable à l'exécution et nous comptons un nombre croissant d'huissiers de justice qui est passé de 1 000 huissiers en 2008 à 1 800 actuellement».

Le défi actuel, souligne le directeur des affaires civiles, au ministère de la Justice, c'est d'arriver à améliorer la qualité d'exécution, réduire les délais d'exécution qui sont actuellement de deux à trois mois, faciliter la procédure d'exécution et réduire les coûts de la procédure.

S. A.

LOCATION DE VÉHICULES POUR ENTREPRISES

ALD Automotive en pole position

ALD Automotive Algérie, filiale à 100% du Groupe Société Générale, renforce son leadership sur le marché national de la location longue durée de véhicules pour les entreprises.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Lancée en mars 2007 mais opérationnelle depuis 2009, la SPA ALD Automotive Algérie a enregistré en 2011 une forte croissance, de l'ordre de 40%, de son parc automobile. Ainsi, et selon son directeur général, Frédéric Banco, qui a animé une conférence de presse mercredi dernier, le parc automobile géré est passé de 50 véhicules en 2007 à 917 en 2009, pour atteindre à la fin 2011 un parc de plus de 2 000 véhicules.

Comptant un effectif de 35 collaborateurs, ALD Automotive Algérie a, ainsi, réalisé un chiffre d'affaires prévisionnel d'un milliard de dinars en 2011. Ces résultats qui dépassent de loin ceux d'ALD Automotive à l'échelle internationale renseignent, relève-t-on,

sur l'engagement de cette société vis-à-vis de ses clients nationaux. Ce sont quatre-vingts entreprises dont des PME privées auxquelles ALD Automotive assure des prestations en matière de gestion externalisée de leurs véhicules, une démarche proactive et d'assistance, basée sur des coûts optimisés, notamment dans l'entretien confié à des spécialistes.

Comme ces résultats permettent à ce prestataire d'ambitionner de gérer, d'ici 2015, un parc de 5 000 véhicules, et de maintenir une position de premier plan sur le marché algérien où d'autres loueurs émergent et investissent pour certains le segment du leasing financier.

Constituée de véhicules touristiques et utilitaires, de moins de 3,5 tonnes et de marques diverses, en majorité euro-

péennes, cette flotte automobile, achat et propriété d'ALD Automotive, est soit louée aux entreprises ou gérée pour elle, pour un bail de 2 à 4 ans, un kilométrage déterminé, en contrepartie d'un loyer mensuel.

Un parc de remplacement (120 véhicules) est mis à disposition en cas d'accident ou d'arrêt technique. Dès la fin du bail, les véhicules peuvent être vendus, en priorité pour les clients locataires, selon les conditions de marché. Spécialisée dans la location longue durée et la gestion de flottes automobiles, ALD Automotive, qui fait partie du Groupe Société Générale, est présente dans 37 pays (39 en comptant l'Amérique du Nord). Troisième prestataire mondial et second à l'échelle européenne, ALD Automotive gère, avec 4 000 collaborateurs, un parc de plus de 900 000 véhicules (plus de 1,2 million de véhicules avec le partenaire nord-américain Wheels).

C. B.

SMARTPHONES

LG Algérie dévoile trois nouveaux appareils

Trois nouveaux Smartphones de la série Optimus sonnent le retour en force de LG Algérie sur le marché national.

Après le lancement du modèle Smartphone Optimus One au début de l'année 2011, le géant sud-coréen de l'électronique a dévoilé, ce jeudi à Alger, trois autres membres de la famille Optimus. LG Algérie mise ainsi sur les particularités de ses trois nouveautés.

Le Smartphone Optimus Me est un téléphone intelligent, petit et pratique. Livré avec des coques de différentes couleurs, cet appareil convient énormément aux étudiants. «C'est un petit bijou pour les jeunes», dira le directeur marketing de LG Algérie.

Equippé des dernières technologies, LG Optimus Black est pour sa part un Smartphone où riment élégance et performance. Très fin et léger, son écran NOVA de 4 pouces offre des images plus lumineuses que jamais.

LG Algérie se distingue également avec le lancement de Optimus 3D. Grâce à ses deux caméras, ce Smartphone réalise des photos et des vidéos en 3D. Via un écran large de 4,3", l'appareil permet également de profiter pleinement de l'expérience 3D et de jouer en toute fluidité sans avoir besoin de lunettes 3D. Il est doté d'un double processeur superpuissant de 1GHz accompagné d'une double mémoire. L'Optimus 3D donne la possibilité de charger plus vite les pages web, de regarder des films en HD et de faire fonctionner plusieurs applications simultanément grâce au multitâche. «La technologie utilisée par LG est unique», précise le même responsable.

En se focalisant sur les modèles de haute gamme, LG Algérie vise, ainsi, à atteindre 30% des parts de marché des Smartphones en 2012. «On prévoit la vente de 3 000 unités par mois», a ajouté M. Ahn Deuk Soo, directeur général de LG Algérie.

Rym Nasri